



Repas scolaires pour les enfants défavorisés : 70 % d'inscrits en moins

Résumé

« Certaines mamans ainsi que leurs enfants doivent vivre les 10 derniers jours du mois en mangeant uniquement des tartines. »

« Les repas chauds sont une réelle plus-value à l'enseignement. Avoir un repas équilibré est essentiel au bon fonctionnement neuronal des élèves. Nous avons pu constater une amélioration de leur performance. »

Témoignage de deux directions d'écoles

L'an dernier, le gouvernement Degryse a décidé de supprimer le décret « repas complets gratuits sains et durables » qui permettait à 429 implantations scolaires inscrivant des enfants particulièrement défavorisés de leur fournir un repas chaud chaque midi. Ce dispositif pouvait jusqu'alors être mis en place à condition que l'école maternelle ou primaire soit d'enseignement spécialisé ou que son indice socio-économique soit d'entre 1 et 5 (sur 20) - les plus bas, donc.

Le budget - 21,4 millions - associé a également été supprimé. En compensation, les moyens de fonctionnement complémentaires de l'encadrement différencié passent de 10,7 millions € en 2025 à 18,9 millions € en 2026 (+8,2 millions €, dilués dans deux fois plus d'implantations scolaires) ; et ceux de l'enseignement spécialisé sont augmentés de 1 million €. Ces enveloppes, déjà nécessaires au soutien pédagogique, matériel et financier des élèves, peuvent désormais être utilisées par les écoles pour financer des repas qui peuvent désormais être payants. La Ligue des familles et Ecole à table avaient calculé que toutes choses restant égales par ailleurs, le subside par repas passait de 3,70€ à 0,43 € en moyenne.

Ces décisions produisent leurs effets à partir de cette année scolaire 2026-2027.

Les écoles qui s'étaient inscrites dans le dispositif de repas chauds allaient donc nécessairement être confrontées à des choix et arbitrages très difficiles vu l'ampleur du définancement. Or reporter les coûts sur les parents risquait d'aboutir à ce que de très nombreuses familles particulièrement défavorisées ne puissent plus inscrire leurs enfants au service de repas scolaires.

La Ligue des familles et Ecole à table s'interrogeaient alors : quelles décisions seraient prises par les écoles et quelles conséquences sur l'accès réel à un repas de qualité au temps de midi pour ces enfants qui en ont le plus besoin ?

Cette enquête menée auprès des directions d'écoles concernées à la rentrée 2026 répond à ces questions. La moitié d'entre elles ont

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026

rempli notre questionnaire. Quelles tendances principales observons-nous ?

- 24% des écoles ont arrêté leur service de repas chauds
- 17% l'ont maintenu mais craignent de devoir l'arrêter en cas de trop forte chute des inscriptions.
- Pour celles qui l'ont maintenu, dans 92% des cas les repas sont devenus payants, avec un coût mensuel moyen à charge des familles atteignant de 54€ (en maternelle pour un 4 repas par semaine) à 78€ (en primaire pour un 5 repas par semaine).
- Dans les écoles qui ont maintenu le service de repas en le rendant payant, le taux d'inscription des enfants chute de plus de 60%. Au total en tenant compte des écoles qui ont arrêté le service de repas, l'accès aux repas scolaires chute de près de 70%.
- Et 78% des directions constatent à nouveau que certains enfants arrivent le ventre vide, n'ont pas suffisamment à manger le midi ou mangent une alimentation de très mauvaise qualité.

On ne peut pas bien apprendre si on n'est pas correctement alimenté. Par ailleurs, pour la majorité de ces enfants particulièrement défavorisés, **la gratuité des repas apparaît comme essentielle pour leur permettre un accès réel à une alimentation saine à midi**. C'est la raison pour laquelle la Ligue des familles et Ecole à table appellent les décideurs politiques à revenir sur les décisions prises, et retrouver des financements pour mettre en place des repas complets, gratuits, sains et durables dans les écoles les plus défavorisées de Fédération Wallonie-Bruxelles.

Table des matières

A. Méthodologie de l'enquête	6
1. Méthodologie.....	6
2. Profil des écoles répondantes	7
B. L'offre de repas scolaires chute ; et quand ils restent organisés, ils deviennent massivement payants	9
1. 24% des écoles ont arrêté leur service de repas chauds ; 17% craignent de devoir l'arrêter.....	9
2. 92% des services de repas sont devenus payants, ils coûtent 54 à 78 € par mois aux familles défavorisées	10
3. Le peu d'aides reçues en remplacement du financement communautaire sont précaires	11
C. La participation des élèves aux repas payants chute drastiquement	12
1. Dans les écoles qui les rendent payants, l'inscription aux repas scolaires chute de 60%	12
2. Dans les écoles qui les rendent payants, le montant des repas fait varier le taux global d'inscription.....	13
3. Une chute des inscriptions potentiellement plus drastique encore dans les écoles les plus défavorisées	13
D. Les directions de nouveaux confrontées à des enfants dont l'alimentation est insuffisante ou de mauvaise qualité.....	14
1. 52% des écoles signalent des élèves arrivant le ventre vide le matin.....	14
2. 78% des écoles ont constaté des problèmes avec les pique-nique des élèves à midi.....	14
E. Témoignages des écoles.....	16
1. Le vécu des parents	16

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026

2. L'avis des écoles..... 16

A. Méthodologie de l'enquête

1. Méthodologie

Cette enquête avait pour but de mesurer les arbitrages pris par les écoles maternelles et primaires concernées par la fin du dispositif « repas complets, gratuits, sains et durables » à la rentrée 2026, et leur impact sur les enfants et familles défavorisées concernées. Pour ce faire, la Ligue des familles et Ecole à table ont soumis un questionnaire aux 330 directions d'écoles administrant les 429 implantations scolaires qui avaient reçu un subside en 2025-2026 pour l'organisation de repas à destination de leurs 55 288 élèves.

Cette enquête a été menée sur le mois de septembre 2026 par le biais d'un formulaire en ligne, transmis par mail aux 330 directions concernées.

173 écoles ont répondu à cette enquête. Après exclusion des écoles ne répondant pas aux critères (écoles signalant qu'elles n'avaient pas organisé de repas chaud toute l'année scolaire 2025-2026) ou n'ayant répondu qu'aux questions de profil, l'échantillon se compose de 169 écoles.

La qualité de cet échantillon a été contrôlée (voir point suivant, « Profil »). Ce contrôle aboutit à une légère sous-représentation des écoles communales et provinciales et une légère surreprésentation des écoles du SEGEC.

Sur les 169 écoles, 141 ont répondu à la question facultative leur demandant le nombre d'enfants inscrits dans l'établissement scolaire et ont renseigné 25 809 élèves. Cela signifie que :

- **51% des écoles** qui étaient inscrites dans le projet « repas complets, gratuits, sains et durables » ont participé à l'enquête
- Les écoles qui ont renseigné leur population scolaire permettent de constater qu'à minima, 47% des élèves qui étaient dans le projet « repas complets, gratuits, sains et durables » voient leur situation représentée dans cette enquête ; probablement, **56% des élèves** (par projection ramenée aux 169 établissements répondants).

Les résultats de cette enquête sont donc très solides.

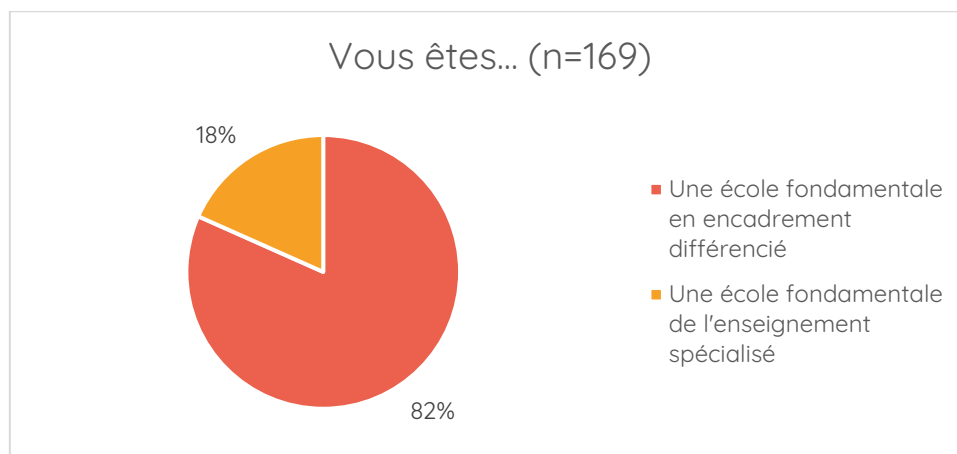
2. Profil des écoles répondantes

Cette enquête était ouverte aux directions d'écoles maternelles et primaires ordinaires de l'encadrement différencié ou de l'enseignement spécialisé, qui avaient participé au dispositif « repas complets, gratuits, sains et durables » et dont le nom était repris dans la liste établie par l'arrêté de gouvernement du 29 août 2025¹.

Les répondants qui n'organisaient pas de repas complets gratuits, sains et durables en 2025-2026 ont été exclus.

169 écoles fondamentales répondant aux critères souhaités ont répondu à cette enquête.

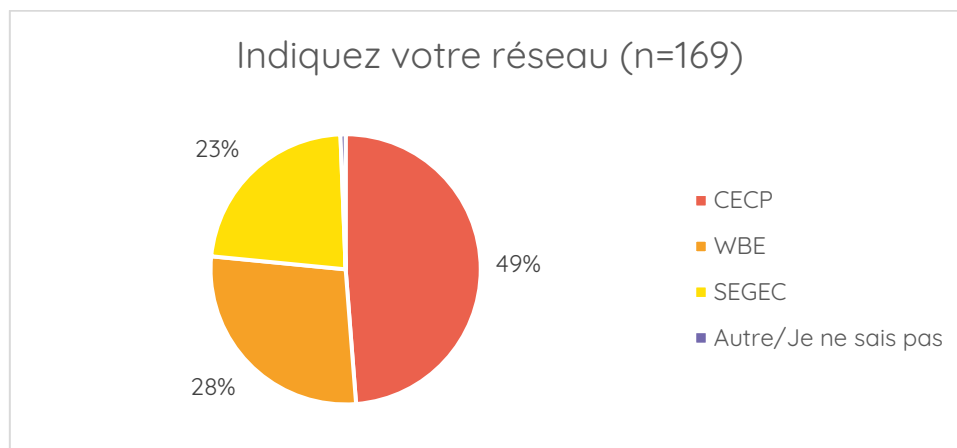
La grande majorité des écoles relève de l'enseignement ordinaire en encadrement différencié ; une école sur cinq relève de l'enseignement spécialisé.



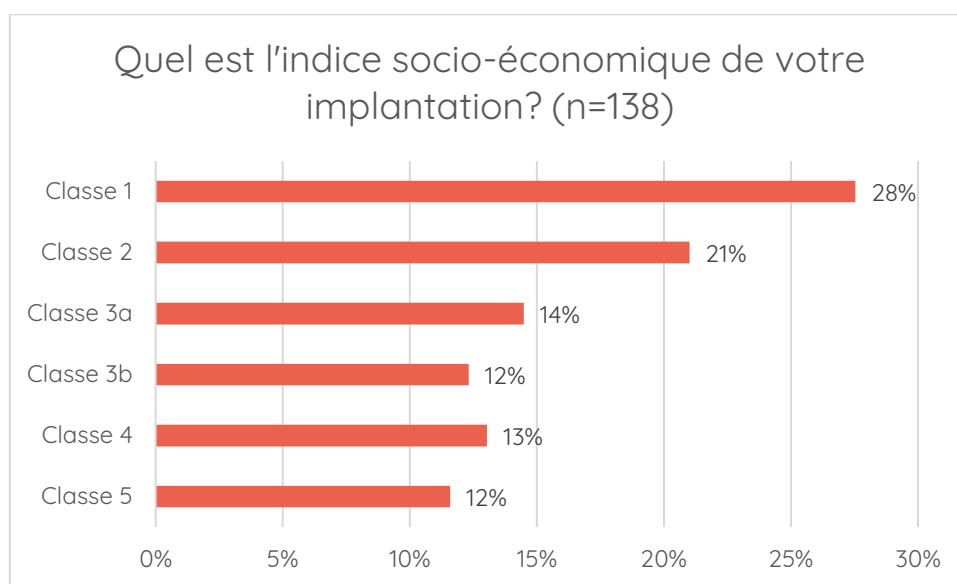
49% des écoles viennent du réseau officiel subventionné (enseignement communal et provincial, CECP), 28% viennent de l'enseignement officiel organisé par la Communauté française (WBE), 23% viennent du réseau libre.

¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2025 octroyant des subventions accordées en application du décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française pour l'année scolaire 2025-2026.

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026



Nous avons demandé aux établissements relevant de l'enseignement ordinaire d'indiquer l'indice socio-économique de leur implantation concernée. 28% des implantations répondantes sont de la classe 1, 21% de la classe 2, 15% de la classe 3a, 12% de la classe 3b, 13% de la classe 4 et 12% de la classe 5.

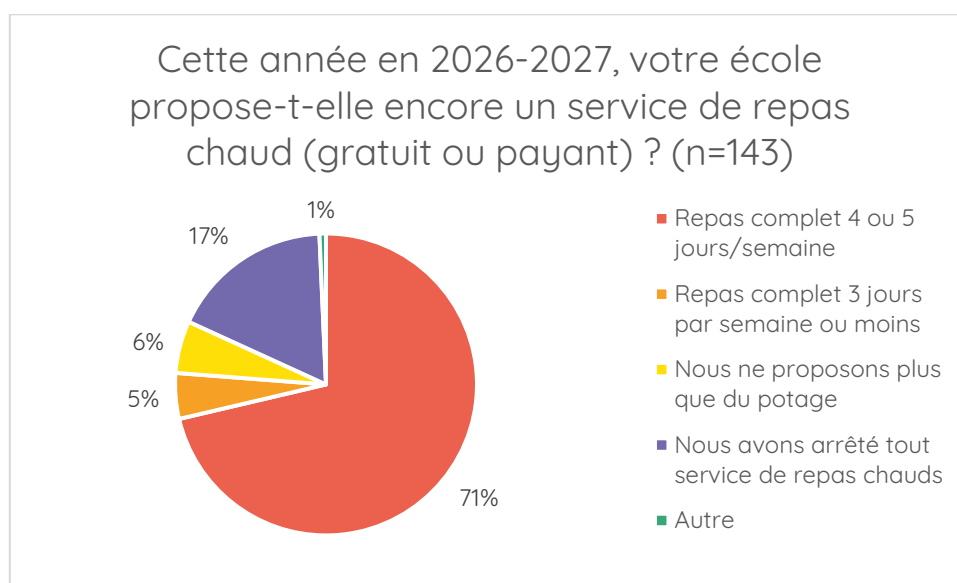


B. L'offre de repas scolaires chute ; et quand ils restent organisés, ils deviennent massivement payants

1. 24% des écoles ont arrêté leur service de repas chauds ; 17% craignent de devoir l'arrêter

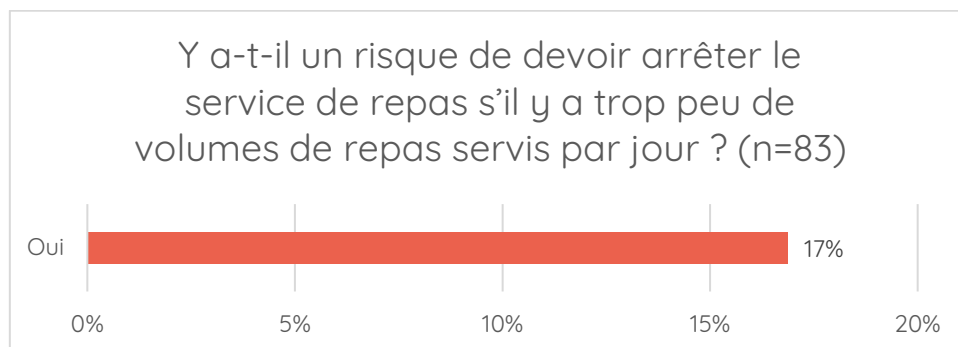
Un quart des écoles ont arrêté toute forme de repas chauds complets : 6% des écoles proposent encore du potage et 17% ne proposent plus rien du tout. 5% des écoles ont maintenu des repas chauds, mais n'en proposent plus que 1, 2 ou 3 jours de la semaine (celles qui ont précisé combien de jours nous ont dit 2), et 71% ont maintenu des repas complets journaliers (sauf le mercredi le cas échéant, quand il n'y a pas de repas servi ce jour-là).

Enfin, une école nous a expliqué avoir arrêté les repas chauds pour les élèves du primaire en les maintenant pour les élèves de maternelles.



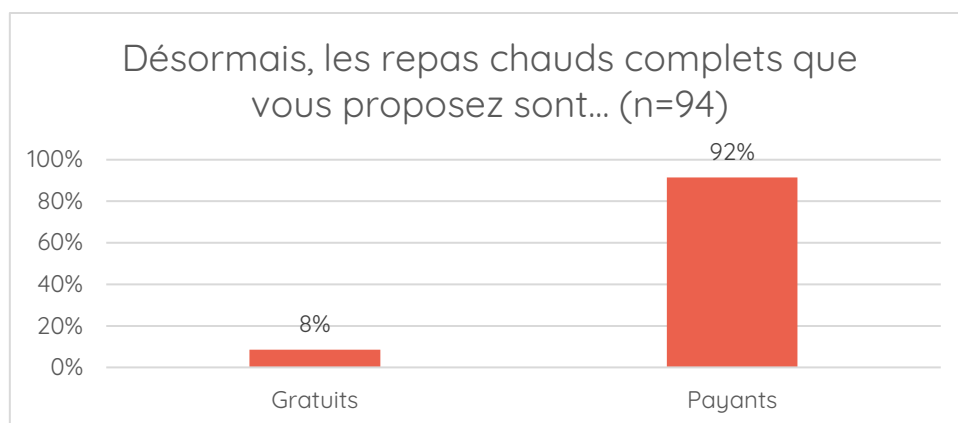
Par ailleurs, 17% des écoles qui ont maintenu un service de repas indiquent craindre de devoir mettre fin au service de repas si la participation des enfants à ceux-ci chute trop (essentiellement, nous allons le voir, parce qu'ils sont devenus payants).

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026



2. 92% des services de repas sont devenus payants, ils coutent 54 à 78 € par mois aux familles défavorisées

Seules 8 écoles ont su maintenir des repas complets gratuits. Parmi elles, 3 ont trouvé un soutien financier autre que les moyens de la FWB, qui est incertain au-delà de l'année 2026-2027, et 2 n'organisent plus un repas que deux jours/semaine.



Parmi les écoles indiquant qu'elles continuent à organiser des repas scolaires en rendant le service payant, 74 écoles ont partagé leur formule tarifaire. En moyenne, les écoles demandent 3,02€ par repas en maternelle (médiane : 3€, maximum : 4,4€) et 3,44€ par repas en primaire (médiane : 3,5€ ; maximum : 5€), soit 54,36€ pour un mois de repas en maternelle et 61,92€ pour un mois de repas en primaire (4 repas par semaine) ; ou 67,95€ pour un mois de repas en maternelle et 77,40€ pour un mois de repas en primaire² (5 repas par semaine).

Cout mensuel de la participation au service de repas (4 services par semaine), par enfant

	Maternelle	Primaire
Cout moyen	54,36 €	61,92 €
Cout médian	54 €	63 €
Cout maximal renseigné	79,20 €	90 €

² Un mois de repas scolaires revient à 18 repas de midi pour des écoles proposant un service 4 fois/semaine, 22,5 repas de midi pour des écoles proposant un service 5 fois/semaine.

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026

Cout mensuel de la participation au service de repas (5 services par semaine), par enfant

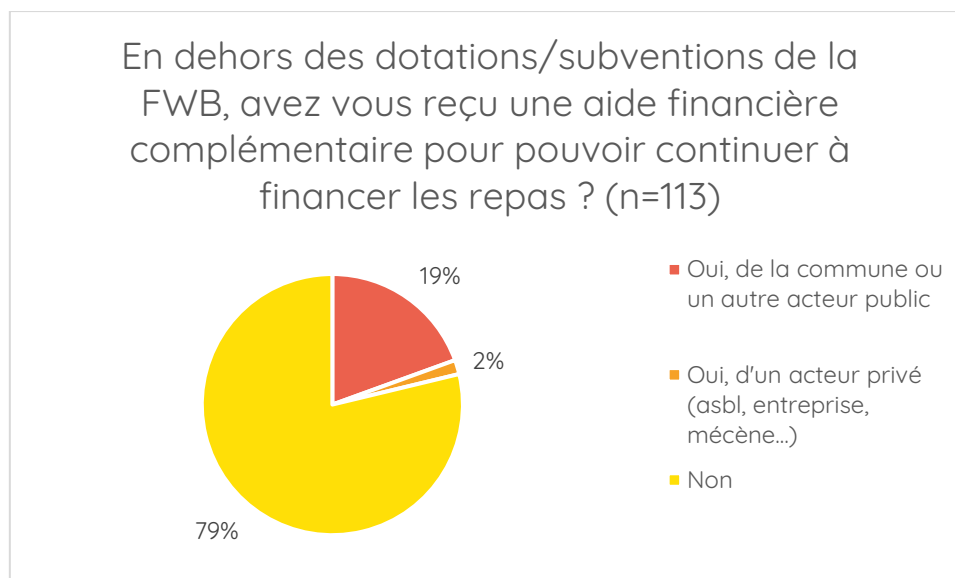
	Maternelle	Primaire
Cout moyen	67,95 €	77,40 €
Cout médian	67,5 €	78,75 €
Cout maximal renseigné	99 €	112,50 €

Seules 6 écoles nous ont indiqué avoir pu mettre en place une formule tarifaire réduite pour les familles tout particulièrement défavorisées, qui n'est pas sans poser de questions pratiques (tarif social sur dossier, « quota » de 50 enfants avec repas à cout réduit, ou bon de 250€ par an pour les familles BIM). Parmi ces 6 écoles, 3 déclarent avoir reçu une aide financière complémentaire de la commune.

3. Le peu d'aides reçues en remplacement du financement communautaire sont précaires

79% des écoles ont indiqué n'avoir reçu aucun soutien en compensation de la perte des subsides communautaires. **19% reçoivent une aide d'une commune ou d'un autre acteur public**, et **2% une aide privée**.

Aucune école n'a indiqué que cette aide était structurelle, c'est-à-dire que la compensation était assurée pour plusieurs années. Sur les 26 écoles ayant indiqué avoir reçu une aide en compensation de la perte des subsides, **65% indiquaient que l'aide avait une durée assurée limitée à cette année scolaire et qu'elle était donc provisoire, précaire ; les 35% autres ne savaient pas**.



Ce sont principalement des écoles communales ou provinciales qui ont reçu une aide : un tiers d'entre elles. Par ailleurs, en lien avec ce contexte, la question des avantages sociaux a été plusieurs fois rappelée par les directions.

C. La participation des élèves aux repas payants chute drastiquement

Sur les 173 écoles participantes à l'enquête, 140 ont indiqué leur population scolaire, affichant un total de 25 569 élèves (pour rappel, 55 288 élèves étaient inscrits dans une école participant au projet des repas chauds l'an passé).

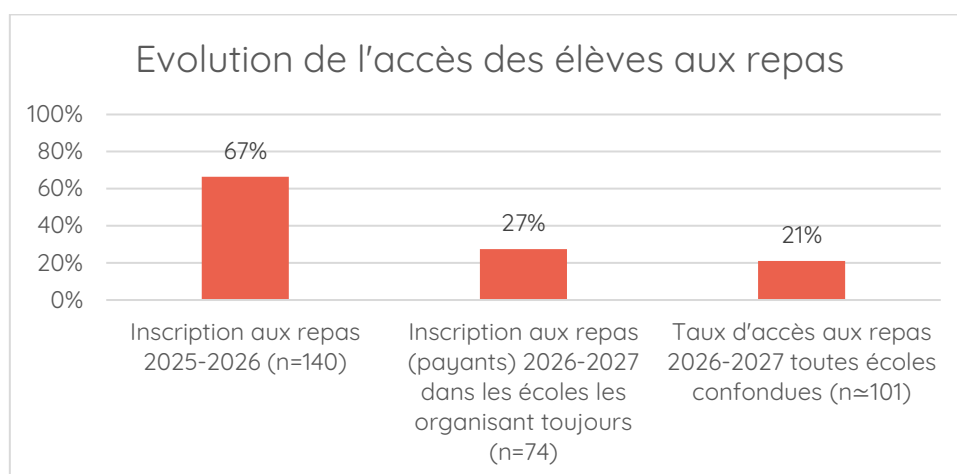
En 2025-2026, **66,5%** de ces élèves s'étaient inscrits au service de repas chauds.

1. Dans les écoles qui les rendent payants, l'inscription aux repas scolaires chute de 60%

En 2026-2027, 5491 de ces enfants n'ont de toute façon plus accès à des repas parce que l'école a abandonné tout service de repas chauds. Pour les autres (82 écoles répondantes),

- Dans les 92% d'écoles qui sont passés aux repas payants, ce taux de participation chute drastiquement, à **27%**. Comparé aux chiffres de ces écoles de l'année précédente, cela signifie une **chute de 60%** des inscriptions aux repas scolaires.³
- Dans les 8 écoles qui sont restées aux repas gratuits, le taux de participation reste constant entre 2025-2026 et 2026-2027.

Sur le total de tous les élèves – en incluant cette fois les enfants des écoles qui ont abandonné les repas – on peut approximer que le taux d'accès global aux repas chute à **21%**. Cela signifie une **diminution globale de 68%** de l'inscription aux repas scolaires des enfants.



³ Les 66,5% représentent toutes les écoles qui avaient renseigné leurs chiffres d'inscription 2025-2026. Pour calculer le -60%, nous nous basons sur les données des seules écoles ayant maintenu le service de repas, l'ayant rendu payant et ayant donné leurs chiffres pour les deux années scolaires (70 écoles). Pour ces écoles, le taux d'inscription passe en un an de 68,5% à 27%.

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026

Rappelons ici que cette baisse du taux d'inscription ne tient pas compte du fait que certaines écoles ont maintenu des repas mais en diminuant le nombre d'offres de repas par jour.

2. Dans les écoles qui les rendent payants, le montant des repas fait varier le taux global d'inscription

Nous avons déjà vu que le taux d'inscription au service de repas est resté sensiblement le même dans les rares écoles qui ont maintenu leurs repas gratuits, alors qu'il a beaucoup diminué dans les autres. Mais on peut également constater que les écoles demandant des prix plus élevés voient le taux d'inscription chuter plus drastiquement encore.

	2025-2026 (gratuité)	2026-2027	Variation
Repas à moins de 3€ (39 écoles)	71%	36%	35 points ; -49%
Repas à plus de 3€ (42 écoles)	66%	21%	45 points ; -68%

3. Une chute des inscriptions potentiellement plus drastique encore dans les écoles les plus défavorisées

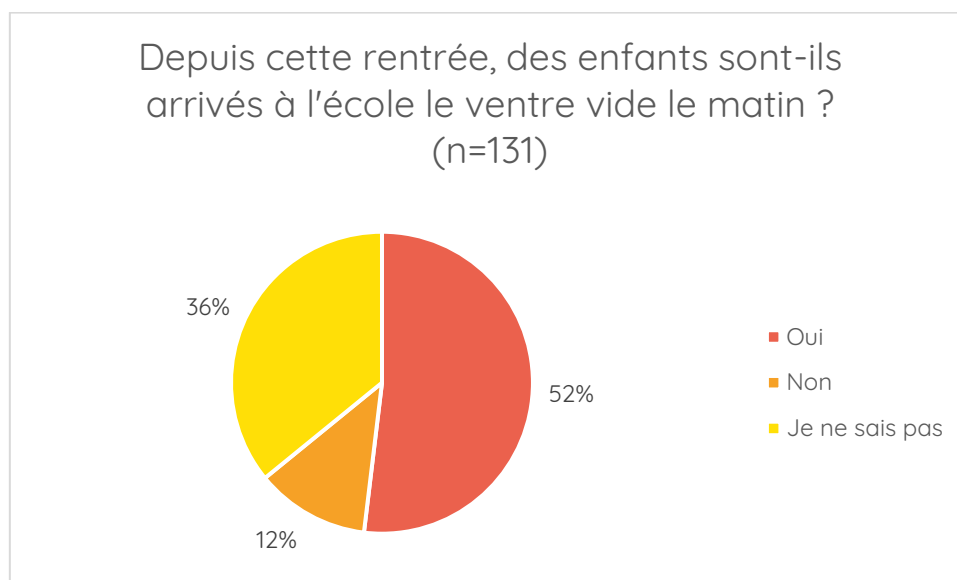
Il semblerait que les écoles de classe 1 (les plus précaires) subissent des chutes plus importantes encore d'inscription aux repas chaud que les écoles de classe 4 et 5 (les moins précaires parmi les écoles concernées par ce dispositif). Mais le faible taux de réponses pour ces catégories incite à la prudence.

	2025-2026 (gratuité)	2026-2027	Variation
Ecoles de classe 1 (16 écoles)	63%	23%	40 points ; -63%
Ecoles de classe 4 et 5 (13 écoles)	68%	39%	29 points ; -43%

D. Les directions de nouveaux confrontées à des enfants dont l'alimentation est insuffisante ou de mauvaise qualité

1. 52% des écoles signalent des élèves arrivant le ventre vide le matin

Plus d'une direction d'école sur deux signale des élèves arrivant le ventre vide à l'école le matin, 12% signalent que ce n'est pas arrivé dans leur établissement, et 36% répondent je ne sais pas.



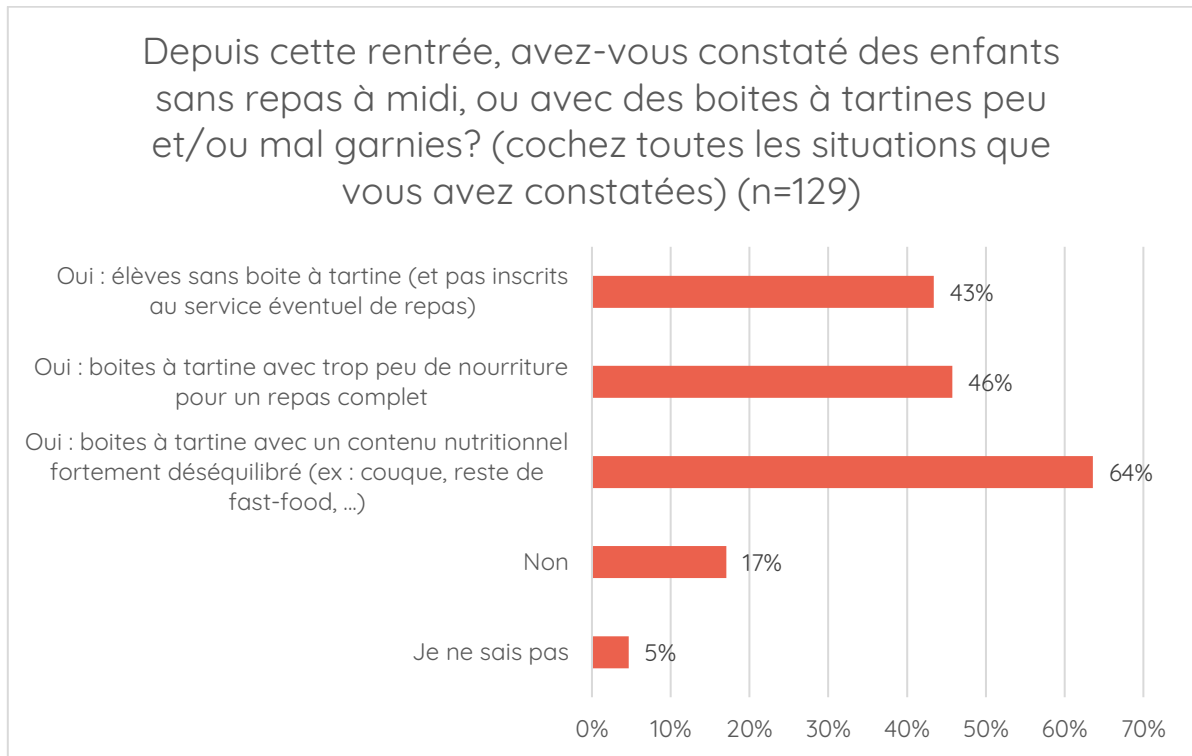
Le phénomène est constaté surtout en écoles de classes 1-2-3 (55% des directions le signalent) mais le phénomène est également très présent en classes 4 et 5 (35%).

2. 78% des écoles ont constaté des problèmes avec les pique-nique des élèves à midi

78% des écoles ont constaté des problèmes avec l'alimentation des élèves à midi depuis cette rentrée (écoles ne cochant ni « non », ni « je ne sais pas » en réponse à la question ci-dessous). 63% des écoles signalent des élèves au contenu de boîtes à tartines de très mauvaise qualité ; 46% voient des élèves n'ayant pas assez à manger à midi.

Enfin, **43% signalent des élèves qui n'ont rien à manger à midi** (sans boîte à tartines, et qui ne se sont pas inscrits au service éventuel de repas que l'école proposerait).

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026



E. Témoignages des écoles

1. Le vécu des parents

Nous avons souhaité donner la parole aux directions en leur permettant de nous dire comment les familles de l'école ont vécu le changement lié aux repas par rapport à l'an passé. 109 écoles sur les 173 ont déposé un commentaire.

L'immense majorité des répondants signalent une **profonde tristesse, déception, une incompréhension, parfois de la colère des parents**. Certaines réponses expliquent que ceux-ci sont **résignés** et repassent à la boîte à tartine plus ou moins bien remplie. Certaines enfin expliquent que les parents, très précaires, n'étaient **pas au courant** de la décision à la rentrée, décision qui a été un choc.

Une école a signalé que le passage aux repas payants entraîne une difficulté particulière d'inscription à la plateforme de prépaiement des familles en vulnérabilité numérique.

2. L'avis des écoles

Nous avons également proposé aux écoles d'écrire leur propre commentaire ou témoignage.

Le thème le plus fort qui revient est celui du **budget familial**, en particulier pour les familles précaires, monoparentales ou avec plusieurs enfants, rendant pour beaucoup de parents très difficile voire impossible de s'inscrire encore à un service de repas coûtant désormais en moyenne 54€ à 78€ par mois pour chaque enfant de la fratrie (suivant que l'enfant soit en maternelle ou en primaire, et qu'il y ait un service de repas chauds 4 ou 5 jours/semaine). Une école qualifie le changement de « **catastrophe** » **pour les familles monoparentales** ; une autre rapporte que certaines mères finissent le mois en mangeant uniquement des tartines avec leurs enfants. Une école indique déjà rencontrer des parents **en difficulté pour payer seulement les six jours de repas du mois d'août**.

Un deuxième thème est la **chute des inscriptions lorsque le repas devient payant**. Nous avons déjà documenté les chiffres moyens de cette chute ; parfois la baisse est encore plus brutale. Une école écrit être passée de **160 repas chauds l'année précédente à 18 repas payés par les parents**. Une autre explique qu'elle n'a plus que **4 repas payants commandés** pour les enfants de maternelle alors qu'une grande partie de sa population utilisait le service lorsqu'il était gratuit.

Un troisième thème est la conviction, exprimée par plusieurs directions, que le repas scolaire constituait pour certains enfants **le seul repas complet, chaud ou équilibré de la journée**. Plusieurs commentaires associent directement sa disparition au retour de repas froids ou nutritionnellement pauvres.

Voici ci-dessous une sélection des commentaires les plus marquants.

« Certaines mamans ainsi que leurs enfants doivent vivre les 10 derniers jours du mois en mangeant uniquement des tartines. »

« La fin de la gratuité, dans notre milieu, redonne une grande place à la malbouffe et tout ce que cela génère. Le constat était connu d'avance... Les parents n'ont pas les moyens de payer un repas complet par jour. »

« C'est avec beaucoup de déception que les parents ont appris la suppression des repas chauds au sein de l'école. Pour de nombreuses familles, ce service représentait bien plus qu'un simple repas : il permettait aux enfants de bénéficier, durant leur journée scolaire, d'un repas chaud, équilibré et convivial, tout en facilitant l'organisation quotidienne des parents. Cette décision est donc difficile à comprendre et suscite de nombreuses interrogations. Plusieurs parents regrettent vivement la disparition de ce service qui faisait partie intégrante de la vie de l'école et répondait à un réel besoin des familles. »

« Nous espérons sincèrement qu'une solution pourra être envisagée afin que les enfants puissent à nouveau bénéficier de repas chauds à l'école. »

« Difficultés à payer les repas malgré qu'ils sont proposés à 2€, surtout les familles nombreuses. »

« Les repas chauds sont une réelle plus-value à l'enseignement. Avoir un repas équilibré est essentiel au bon fonctionnement neuronal des élèves. Nous avons pu constater une amélioration de leur performance. »

« Déjà des parents en difficulté de payer les factures du mois d'août soit (6 jours). »

« Nous sommes dans un milieu très défavorisé. Il est bien plus facile et moins cher de donner de la "malbouffe" aux enfants plutôt qu'un repas équilibré. »

« Le gouvernement aurait dû continuer la gratuité pour les familles en réelles difficultés. Ce n'est pas à l'école d'assumer leur décision. Je n'ai pas assez de budget pour les aider alors qu'ils sont nombreux sans revenus. »

« A ce jour, je n'ai plus que 4 repas maternels commandés et payants, alors que lorsque c'était gratuit une grande partie de ma population s'inscrivait pour bénéficier de ce repas chaud pour leur enfant. »

« Nous sommes désolés que certains enfants ne puissent plus manger car cela apprenait à ceux-ci la diversification alimentaire (repas végés, poissons, aliments moins connus...) et pour certains, c'était le seul repas complet de la journée. »

« C'est le cœur lourd que nous avons dû prendre la décision d'arrêter... Mais avec nos familles défavorisées, le budget allait être impossible à assumer en fonds propres ! »

« Nous cherchons à continuer les repas chauds mais ne trouvons pas un service qui rentre dans notre budget »

« Des jeunes enfants tristes 'Madame, tu peux me donner un repas chaud ???' J'en suis encore bouleversée. »

« En COPA, nous avons évalué le coût de repas chauds de manière à sonder les familles. L'objectif étant de savoir si nous allions proposer ce service payant aux parents (facturé chaque mois). Le constat est sans appel, à environ 3.80€ le repas, cela reviendrait à 60€/mois par enfant. Nos familles ne peuvent pas se le permettre. »

« Je trouve effarant de toucher aux enfants. Les organismes comme Viva For Life ou les Resto du Coeur crient depuis des années face à la situation alarmante de certaines familles. Pourquoi ne pas rationaliser mieux les écoles? Les enfants de famille défavorisées n'en peuvent rien s'ils sont "mal nés". »

« Dans certaines familles, le repas gratuit était le seul repas que les enfants avaient sur leur journée. Pas de mécanisme de solidarité possible ni d'euro symbolique. »

Repas scolaires pour les enfants défavorisés :
70 % d'inscrits en moins à la rentrée 2026

« Certaines familles de notre école vivent dans une grande précarité et préfèrent garder leurs enfants à la maison lorsqu'il n'y a plus rien à mettre dans les boîtes à tartines car ils ont honte et n'osent pas demander notre aide. »

« C'est très compliqué pour certaines familles qui n'ont pas les moyens financiers d'assumer le coût des repas pour leurs enfants de plus, la collaboration avec les cuisines bruxelloises exige l'inscription via un site internet et un paiement anticipatif. De nombreuses familles ne parviennent même pas à s'inscrire en raison de la fracture numérique ou de difficultés liées à la langue. »

« Des enfants qui mangeaient 2 ou 3 assiettes car leur parent ne pouvaient les nourrir à la maison. Actuellement, ce sont des enfants qui mangent midi et soir du pain et qui ne déjeunent pas. »

Merlin Gevers
m.gevers@liguedesfamilles.be

Sophie Aujean
sophie@ecoleatable.be

